

Nos réf : GL/VG/2020-471

Dijon, le 6 janvier 2021

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

**SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES DE BOURGOGNE – SCB
RUE JACQUES LECOCQ – 21400 ETROCHEY**

**CARRIÈRES SITUÉES SUR LES COMMUNES DE SAINT-MARC-SUR-SEINE, BUFFON, BEAUNOTTE,
AIGNAY-LE-DUC, MEULSON, SAINTE-COLOMBE-SUR-SEINE ET ETROCHEY**

ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES DE REMISE EN ÉTAT

1. Contexte

La Société des Carrières de Bourgogne (SCB) est autorisée à exploiter plusieurs carrières sur les communes de SAINT-MARC-SUR-SEINE, BUFFON, BEAUNOTTE, AIGNAY-LE-DUC, MEULSON, SAINTE-COLOMBE-SUR-SEINE et ETROCHEY.

L'examen de la situation administrative a mis en évidence l'absence de garanties financières de remise en état de plusieurs de ces carrières.

Devant ce constat, un rapport du 24 mai 2018 de l'inspection des installations classées a proposé la consignation des sommes correspondant au coût des travaux de remise en état des carrières pour un montant total d'un million soixante-huit mille neuf cent vingt-quatre euros (1 068 924 €).

Par un courrier du 29 juin 2018, l'exploitant consulté sur les projets d'arrêtés a proposé un échéancier de régularisation prévoyant :

- La constitution d'une nouvelle société filiale, en capacité de constituer les garanties financières requises, à laquelle seraient transférées les autorisations d'exploiter.
- Une mise à jour des phasages d'exploitation qui devrait conduire à une réduction des montants des garanties financières ;
- La remise en état et la cessation d'activité de certaines carrières.

L'échéance la plus lointaine était alors fixée à janvier 2019. Les projets d'arrêtés de consignation n'ont pas été signés, attendu que l'échéancier annoncé soit respecté.

Depuis cette date,

- L'exploitant a indiqué, dans un courriel du 7 juillet 2020, que le projet de constitution d'une nouvelle société filiale est mis en attente. Une restructuration globale par la fusion des quatre sociétés CMF, SCB, Marbrek et Marpic France est en cours et doit être finalisée d'ici la fin de l'année. La nouvelle entité consolidée devrait être en mesure de fournir les garanties financières.
- Les phasages d'exploitation n'ont pas été mis à jour, le calcul des garanties financières reste identique.

- Deux carrières ont fait l'objet d'une cessation d'activité avec établissement d'un procès-verbal de récolement : Beaunotte-Aignay-le-Duc « Sur la Grande Roche » et « Ferme de Chevigny » et Beaunotte « En Poillier ».

À ce jour, les garanties financières ne sont toujours pas constituées pour les quatre autres carrières restées en exploitation.

2. Pour la carrière de SAINT-MARC-SUR-SEINE aux lieux-dits « Les Coudres sèches », « Les Rotures », « Les Ruchons », « Sous la Brosse », « Rupt Choiseau », « La petite Charme » :

L'autorisation d'exploiter a été accordée à la Société des Carrières d'Étrochey pour une durée de 30 ans par l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2000, puis transférée au profit de la société SCB par arrêté préfectoral du 23 avril 2012.

Le rapport de l'inspection du 3 mars 2016 indique que « l'arrêté couvre l'exploitation de deux carrières contiguës séparées par un chemin communal sur la commune de Saint-Marc-sur-Seine » et que « ces carrières, à l'abandon, ne sont pas couvertes par des garanties financières à jour ».

L'exploitant a été mis en demeure, le 29 septembre 2016, de constituer des garanties dans un délai d'un mois. Il n'a pas déféré à la mise en demeure dans le délai imparti.

Le montant des garanties a été fixé dans l'arrêté préfectoral du 23 avril 2012 portant mutation de l'autorisation d'exploiter la carrière. Il s'élève à 329 885 € pour la période 2020-2025. Après actualisation en fonction de l'indice TP01 et en appliquant la formule donnée par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières, ce montant s'élève à 364 624 €.

Indice TP01 Août 2020 : 109,8 x 6,5345

Indice TP01 Juin 2010 : 651,3

Taux TVA 2020 : 20 %

Taux TVA 2010 : 19,6 %

3. Pour la carrière de BUFFON au lieu-dit « En Charibeu » :

$$329\,885\,€ \times \frac{109,8 \times 6,5345}{651,3} \times \frac{1,200}{1,196} = 364\,624\,€$$

L'autorisation d'exploiter a été accordée à la SARL DE VECCHI pour une durée de 30 ans par l'arrêté préfectoral du 3 février 1995 modifié par arrêté du 18 mai 1995 puis transférée au profit de la SCB par arrêté préfectoral du 23 avril 2012.

Les garanties financières de remise en état du site ne sont plus constituées. L'acte de cautionnement a expiré le 12 décembre 2013.

L'exploitant a été mis en demeure, le 29 septembre 2016, de constituer des garanties dans un délai d'un mois. Il n'a pas déféré à la mise en demeure dans le délai imparti.

Le montant des garanties a été fixé dans l'arrêté préfectoral du 23 avril 2012 portant mutation de l'autorisation d'exploiter la carrière. Il s'élève à 320 650 € pour la période 2020-2025. Après actualisation en fonction de l'indice TP01 et en appliquant la formule donnée par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières, ce montant s'élève à 340 008 €.

Indice TP01 Août 2020 : 109,8 x 6,5345

Indice TP01 Juillet 2011 : 678,9

Taux TVA 2020 : 20 %

Taux TVA 2011 : 19,6 %

$$320\,650\,€ \times \frac{109,8 \times 6,5345}{678,9} \times \frac{1,200}{1,196} = 340\,008\,€$$

4. Pour la carrière de MEULSON au lieu-dit « Le Grand Chemin » :

L'autorisation d'exploiter a été accordée à la SCB pour une durée de 10 ans par l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2012.

Les garanties financières de remise en état du site ne sont plus constituées. L'acte de cautionnement a expiré le 31 août 2016.

L'exploitant a été mis en demeure, le 29 septembre 2016, de constituer des garanties dans un délai d'un mois. Il n'a pas déféré à la mise en demeure dans le délai imparti.

Le montant des garanties a été fixé dans l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2012. Il s'élève à 100 817 € pour la dernière période à compter de 2017. Après actualisation en fonction de l'indice TP01 et en appliquant la formule donnée par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières, ce montant s'élève à 111 468 €.

Indice TP01 Août 2020 : 109,8 x 6,5345

Indice TP01 Décembre 2010 : 651,1

Taux TVA 2020 : 20 %

Taux TVA 2010 : 19,6 %

$$100\,817\text{ €} \times \frac{109,8 \times 6,5345}{651,1} \times \frac{1,200}{1,196} = 111\,468\text{ €}$$

5. Pour les trois sites de carrière de SAINTE-COLOMBE-SUR-SEINE et ETROCHEY aux lieux-dits « Les Carriaux », « Les Vires Martin » et « La Charme aux Loups » :

L'autorisation d'exploiter a été accordée à la Société des Carrières d'Étrochey pour une durée de 30 ans par l'arrêté préfectoral du 26 avril 2007 puis transférée au profit de la SCB par arrêté préfectoral du 23 avril 2012.

Les garanties financières de remise en état du site ne sont plus constituées. L'acte de cautionnement a expiré le 12 décembre 2013.

L'exploitant a été mis en demeure, le 26 mai 2016, de constituer des garanties dans un délai d'un mois. Il n'a pas déféré à la mise en demeure dans le délai imparti.

Le montant des garanties a été fixé dans l'arrêté préfectoral du 23 avril 2012 portant mutation de l'autorisation d'exploiter la carrière. Il s'élève à 62 866 € pour la période 2017-2022. Après actualisation en fonction de l'indice TP01 et en appliquant la formule donnée par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières, ce montant s'élève à 66 661 €.

Indice TP01 Août 2020 : 109,8 x 6,5345

Indice TP01 Juillet 2011 : 678,9

Taux TVA 2020 : 20 %

Taux TVA 2011 : 19,6 %

$$62\,866\text{ €} \times \frac{109,8 \times 6,5345}{678,9} \times \frac{1,200}{1,196} = 66\,661\text{ €}$$

6. Conclusions

Les garanties financières de remise en état des carrières ne sont pas constituées. L'exploitant n'a pas déféré aux mises en demeure de les constituer du 26 mai 2016 et du 29 septembre 2016. L'échéancier de régularisation proposé en 2018 n'a pas été tenu.

En application de l'article L. 516-1 du code de l'environnement, les manquements aux obligations de garanties financières donnent lieu à l'application de la procédure de consignation prévue au 1° du II de l'article L. 171-8.

L'absence de garanties prive l'Administration de tous moyens pour faire remettre les sites en état en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant

ou en cas de disparition de l'exploitant. Les éventuels tiers propriétaires des terrains attendent une remise en état conforme à ce qui est prévu.

Après actualisation des montants des garanties financières, la somme totale répondant des montants des travaux à réaliser pour assurer la mise en sécurité et la remise en état de ces quatre différentes carrières s'élève à huit cent quatre-vingt-deux mille sept cent soixante et un euros (882 761 €).

Il est proposé à Monsieur le Préfet de prescrire la consignation de ce montant à la société SCB.

Le projet d'arrêté de consignation doit être transmis à l'exploitant pour qu'il formule ses éventuelles observations. Un délai de quinze jours paraît suffisant.

Le rédacteur,
L'inspecteur de l'environnement
« spécialité ICPE »

signé

Le vérificateur,
La responsable de la subdivision 3

signé

L'approbateur
La cheffe du département risques
chroniques

signé